

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises verrières, situées dans la commune de Sambreville, et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue moyennant une notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins dix jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris.

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins dix jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser dix-huit semaines. Lorsque la suspension totale de l'exécution du contrat a atteint la durée maximale prévue, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail, avant qu'une nouvelle suspension totale ne puisse prendre cours.

Art. 4. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2 mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prend cours, la date à laquelle cette suspension prend fin, et les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2013 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2013.

Art. 6. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.

Loi-programme du 4 juillet 2011, *Moniteur belge* du 19 juillet 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE
PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION
SOCIALE

[2013/201677]

4 MARS 2013. — Arrêté royal modifiant l'article 16 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour objet, de revoir le montant des réductions de cotisations attribuées pour les premiers engagements de travailleurs, et de revoir les périodes pendant lesquelles ces réductions sont accordées.

Le présent arrêté a été adapté aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 52.712/1 du 7 février 2013, sauf en ce qui concerne sa première remarque sur le test d'impact en matière de développement durable et sa remarque sur l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de glasbedrijven, gelegen in de gemeente Sambreville en die onder het Paritair Comité voor het glasbedrijf ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste tien dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkman, ten minste tien dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag achttien weken niet overschrijden. Wanneer de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst de voorziene maximumduur heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.

Art. 4. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2 bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ingaat, de datum waarop deze schorsing een einde neemt en de data waarop de werklieden werkloos gesteld worden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2013 en treedt buiten werking op 31 december 2013.

Art. 6. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.

Programmawet van 4 juli 2011, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2011.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/201677]

4 MAART 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het artikel 16 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit waarvan ik de eer heb het aan uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als doel het bedrag van de bijdrageverminderingen toegekend voor de eerste indieningen van werknemers te herzien, net als de perioden tijdens dewelke deze vermindering worden toegekend.

Dit besluit werd aangepast aan de bemerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies 52.712/1 van 7 februari 2013, behalve wat betreft zijn eerste opmerking over de test voor de beoordeling van de effecten inzake duurzame ontwikkeling en zijn opmerking over de inwerkingtreding van dit besluit.

Quant au test d'impact en matière de développement durable (appelé test "EIDDD"), l'administration a fait l'analyse de l'incidence du projet d'arrêté royal et est arrivée à la conclusion que l'impact de la mesure au plan social, économique et/ou environnemental est négligeable.

Quant à l'entrée en vigueur à des dates différentes selon la date de l'engagement des travailleurs, cela se justifie par le coût budgétaire de l'augmentation des montants des réductions de cotisations premiers engagements.

De plus, il convenait de faire entrer en vigueur le plus tôt possible les réductions de cotisations plus élevées pour les employeurs qui engagent des premiers travailleurs, ce afin de promouvoir l'emploi.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
La Vice-Première Ministre
et Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Avis 52.712/1 du 7 février 2013 sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 16 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale"

Le 10 janvier 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Emploi à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 16 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale".

Le projet a été examiné par la première chambre le 31 janvier 2013. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Jeroen Van Nieuwenhove, conseillers d'Etat, Marc Rigaux et Michel Tison, assesseurs, et Greet Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par Paul Depuydt, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix Van Damme, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 février 2013.

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet, en matière de cotisations de sécurité sociale d'augmenter le montant de la réduction groupe cible pour premiers engagements. En outre, concernant le groupe cible visé, il instaure une nouvelle réduction de cotisation (appelée « G8 »).

Eu égard aux modifications en projet, l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale' est remplacé.

2. Le régime en projet trouve un fondement juridique à l'article 342 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, qui s'énonce comme suit :

« Pour autant qu'ils peuvent être considérés comme de nouveaux employeurs, les employeurs visés à l'article 335 peuvent bénéficier d'une réduction groupe-cible durant un nombre de trimestres s'étalant sur une période d'un nombre de trimestres pour des premiers engagements de travailleurs, et ce, pour maximum trois travailleurs.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la période durant laquelle la réduction est octroyée ainsi que la période durant laquelle cette réduction doit être épuisée ».

Wat betreft de test voor de beoordeling van de effecten inzake duurzame ontwikkeling (de zogenaamde "DOEB") heeft de administratie de weerslag van het ontwerp van koninklijk besluit onderzocht en is tot de conclusie gekomen dat de maatregel een te verwaarlozen invloed heeft op sociaal, economisch en/of milieugebied.

De inwerkingtreding op verschillende data naargelang de datum van indienstneming van de werknemers wordt verantwoord door de budgettaire kostprijs van de verhoging van de bedragen van de bijdrageverminderingen voor de eerste indienstnemingen.

Daarnaast moesten de hogere bijdrageverminderingen voor werkgevers die eerste werknemers in dienst nemen zo snel mogelijk in werking treden voor de bevordering van de tewerkstelling.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

Advies 52.712/1 van 7 februari 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het artikel 16 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen"

Op 10 januari 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het artikel 16 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen".

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 31 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Jeroen Van Nieuwenhove, staatsraden, Marc Rigaux en Michel Tison, assessoren, en Greet Verberckmoes, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Paul Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix Van Damme, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 februari 2013.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe om op het vlak van de socialezekerheidsbijdragen te komen tot een verhoging van het bedrag van de doelgroepvermindering voor eerste aanwervingen. Tevens wordt, wat de voornoemde doelgroep betreft, een nieuwe bijdragevermindering (« G8 » genoemd) ingevoerd.

Met het oog op de ontworpen wijzigingen wordt artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen' vervangen.

2. De ontworpen regeling vindt rechtsgrond in artikel 342 van de programmawet (I) van 24 december 2002, dat luidt :

« Voor zover ze kunnen beschouwd worden als nieuwe werkgevers, kunnen de werkgevers bedoeld in artikel 335 aanspraak maken op een doelgroepvermindering tijdens een aantal kwartalen, die gespreid zijn over een periode van een aantal kwartalen, voor eerste aanwervingen van werknemers, en met name voor maximaal drie werknemers.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de periode waarin de vermindering wordt toegekend en de periode waarin de vermindering moet worden uitgeput. »

Formalités

3. Il découle de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable que les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et les propositions de décisions devant être soumises à l'approbation du Conseil des ministres, doivent faire l'objet d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, sauf si l'avant-projet, le projet ou la proposition en est dispensé. Ces dispenses sont déterminées par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

Il ressort des documents joints à la demande d'avis qu'il a été décidé que le projet d'arrêté royal peut être réputé exempté de l'examen préalable en matière de développement durable parce qu'il « est établi d'avance avec certitude que l'impact de la mesure au plan social, économique et/ou environnemental est négligeable » et que la mesure « doit être prise d'urgence ».

Il est douteux que le projet à l'examen puisse s'inscrire dans l'une des catégories de dispenses prévues à l'article 2 de l'arrêté royal précité, qui ne nécessite pas d'examen préalable au sens susvisé. Dans le cas contraire, un tel examen doit encore avoir lieu. Si cet examen devait en outre révéler qu'une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/2 de la loi précitée est nécessaire et si, consécutivement à cette évaluation d'incidence, des modifications devaient être apportées au texte du projet, tel qu'il est à présent soumis au Conseil d'Etat, section de législation, pour avis, il y aurait lieu de soumettre également ces modifications à l'avis de la section de législation.

Examen du texte

Préambule

4. Il ressort des documents communiqués au Conseil d'Etat que le comité de gestion de l'Office national de Sécurité sociale a donné un avis sur le régime en projet le 26 octobre 2012. Par conséquent, la mention de la date du « 19 novembre 2012 » au quatrième alinéa du préambule du projet doit être remplacée par celle du « 26 octobre 2012 ».

Article 1^{er}

5. A la fin de la phrase liminaire de l'article 1^{er} du projet, on écrira « ... de cotisations de sécurité sociale, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 2004, est remplacé comme suit : ».

Article 2

6. Le régime en projet donne lieu à une augmentation et à un élargissement d'une réduction des cotisations de sécurité sociale en faveur des employeurs. Il peut dès lors se justifier qu'un effet rétroactif soit conféré au projet. La rétroactivité diffère toutefois en ce sens que, par dérogation à la rétroactivité au 1^{er} octobre 2012 prévue par l'article 2, alinéa 1^{er}, l'article 2, alinéa 2, dispose que « pour les travailleurs engagés avant le 4^e trimestre 2012 » l'arrêté en projet produit ses effets le 1^{er} janvier 2013. Cette différence doit évidemment pouvoir être justifiée au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

Le greffier,
G. Verberckmoes.

Le président,
M. Van Damme.

4 MARS 2013. — Arrêté royal modifiant l'article 16 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, article 342;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.

Vormvereisten

3. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' vloeit voort dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, tenzij het voorontwerp, het ontwerp of het voorstel hiervan is vrijgesteld. Die vrijstellingen zijn bepaald bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling'.

De bij de adviesaanvraag gevoegde documenten doen ervan blijken dat is beslist dat het ontwerp van koninklijk besluit kan worden geacht van het voorafgaand onderzoek inzake duurzame ontwikkeling te zijn vrijgesteld omdat het « op voorhand en met zekerheid [vaststaat] dat de impact van de maatregel op sociaal, economisch en/of leefmilieuvlak te verwaarlozen is » en de maatregel « bij hoogdringendheid [moet] worden genomen ».

Het is zeer de vraag of het voorliggende ontwerp kan worden ingepast in één van de vrijstellingscategorieën bepaald in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit, op grond waarvan geen voorafgaand onderzoek in voormelde zin moet worden uitgevoerd. Indien dat niet het geval is, dient dergelijk onderzoek alsnog plaats te vinden. Wanneer uit dat onderzoek bovendien zou blijken dat een effectbeoordeling in de zin van artikel 19/2 van de voornoemde wet noodzakelijk is, en als gevolg van die effectbeoordeling wijzigingen zouden worden aangebracht in de tekst van het ontwerp, zoals die thans om advies aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, is voorgelegd, zullen deze wijzigingen eveneens om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

4. Uit de aan de Raad van State meegedeelde documenten valt af te leiden dat het beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 26 oktober 2012 heeft geadviseerd over de ontworpen regeling. Bijgevolg moet in het vierde lid van de aanhef van het ontwerp de vermelding van de datum van « 19 november 2012 » worden vervangen door die van « 26 oktober 2012 ».

Artikel 1

5. Aan het einde van de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp moet worden geschreven « ... van de sociale zekerheidsbijdragen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 januari 2004, wordt vervangen als volgt : ».

Artikel 2

6. De ontworpen regeling houdt ten voordele van de werkgevers een verhoging en een verruiming van een vermindering van socialezekerheidsbijdragen in. Het kan bijgevolg worden gebillijkt dat aan het ontwerp terugwerkende kracht wordt verleend. De terugwerkende kracht verschilt evenwel in die zin dat, in afwijking van de retroactiviteit tot 1 oktober 2012 waarin artikel 2, eerste lid, voorziet, in artikel 2, tweede lid, wordt bepaald dat « voor de werknemers die vóór het 4de kwartaal 2012 in dienst werden genomen » het ontworpen besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2013. Dat onderscheid moet uiteraard kunnen worden verantwoord in het licht van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie.

De griffier,
G. Verberckmoes.

De voorzitter,
M. Van Damme.

4 MAART 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het artikel 16 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 24 december 2002, artikel 342;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2012;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national de Sécurité sociale du 26 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donnée le 30 novembre 2012;

Vu l'avis 52.712/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 2004, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Une réduction groupe cible pour premiers engagements est accordée de la manière suivante :

1° l'employeur bénéficie pour un travailleur d'une réduction d'un montant forfaitaire G8 pendant maximum 5 trimestres, d'un montant forfaitaire G1 pendant maximum 4 trimestres qui suivent les 5 premiers et d'un montant forfaitaire G2 pendant maximum 4 trimestres qui suivent les 9 premiers trimestres. Les trimestres en question doivent se situer dans une période de 20 trimestres commençant à courir le trimestre durant lequel l'employeur, en qualité de nouvel employeur au sens de l'article 343, § 1^{er}, de la loi-programme du 24 décembre 2002, engage un premier travailleur;

2° l'employeur bénéficie pour un travailleur d'une réduction d'un montant forfaitaire G1 pendant maximum 5 trimestres et d'un montant forfaitaire G2 pendant maximum 8 trimestres qui suivent les 5 premiers, pour autant que durant les trimestres en question il emploie au moins deux travailleurs durant ces trimestres. Les trimestres en question doivent se situer dans une période de 20 trimestres commençant à courir le trimestre à partir duquel l'employeur, en qualité de nouvel employeur au sens de l'article 343, § 2, de la loi-programme du 24 décembre 2002, engage un second travailleur;

3° l'employeur bénéficie pour un travailleur d'une réduction d'un montant forfaitaire G1 pendant maximum 5 trimestres et d'un montant forfaitaire G2 pendant maximum 4 trimestres qui suivent les 5 premiers, pour autant que durant les trimestres en question il emploie au moins trois travailleurs durant ces trimestres. Les trimestres en question doivent se situer dans une période de 20 trimestres commençant à courir le trimestre à partir duquel l'employeur, en qualité de nouvel employeur au sens de l'article 343, § 3, de la loi-programme du 24 décembre 2002, engage un troisième travailleur; ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2012.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les travailleurs engagés avant le 4^e trimestre 2012, le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2012;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van 26 oktober 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 2012;

Gelet op advies 52.712/1 van de Raad van State, gegeven op 7 februari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 16, § 1 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 januari 2004, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Een doelgroepvermindering voor eerste aanwervingen wordt op de volgende wijze toegekend :

1° de werkgever geniet voor een werknemer van een vermindering van een forfaitair bedrag G8 tijdens maximum 5 kwartalen, van een forfaitair bedrag G1 tijdens maximum 4 kwartalen die op de 5 eerste volgen en van een forfaitair bedrag G2 tijdens maximum 4 kwartalen die op de 9 eerste volgen. De betreffende kwartalen moeten zich in een periode van 20 kwartalen situeren, die een aanvang neemt vanaf het kwartaal dat de werkgever, in de hoedanigheid van nieuwe werkgever in de zin van artikel 343, § 1, van de programmawet van 24 december 2002, een eerste werknemer in dienst neemt;

2° de werkgever geniet voor een werknemer van een vermindering van een forfaitair bedrag G1 tijdens maximum 5 kwartalen en van een forfaitair bedrag G2 gedurende maximum 8 kwartalen die op de eerste 5 volgen, voor zover hij tijdens deze kwartalen minimum twee werknemers in dienst heeft. De betreffende kwartalen moeten zich in een periode van 20 kwartalen situeren, die een aanvang neemt vanaf het kwartaal dat de werkgever, in de hoedanigheid van nieuwe werkgever in de zin van artikel 343, § 2, van de programmawet van 24 december 2002, een tweede werknemer in dienst neemt;

3° de werkgever geniet voor een werknemer van een vermindering van een forfaitair bedrag G1 tijdens maximum 5 kwartalen en van een vermindering van een forfaitair bedrag G2 tijdens maximum 4 kwartalen die op de eerste 5 volgen, voor zover hij tijdens deze kwartalen minimum drie werknemers in dienst heeft. De betreffende kwartalen moeten zich in een periode van 20 kwartalen situeren, die een aanvang neemt vanaf het kwartaal dat de werkgever, in de hoedanigheid van nieuwe werkgever in de zin van artikel 343, § 3, van de programmawet van 24 december 2002, een derde werknemer in dienst neemt; ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2012.

In afwijking van het eerste lid, voor de werknemers die vóór het 4e kwartaal 2012 in dienst werden genomen, heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK